

Commune de Vagney



date de dépôt : 12/12/2019

demandeur : **Commune de VAGNEY**

représentée par **Monsieur HOUOT Didier**

pour : **création d'un lotissement aux Roches de Fontaine**

adresse terrain : **rue des roches de Fontaine
88120 VAGNEY**

CERTIFICAT d'URBANISME
délivré au nom de la commune
Opération réalisable

Monsieur Le Maire,

Vu la demande présentée le 12/12/2019 par Commune de VAGNEY représentée par Monsieur HOUOT Didier, en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

Indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- cadastré AO 0015, AO 0050, AO 0266, AO 0278, AO 0460, AO 0465
- situé rue des roches de Fontaine
88120 VAGNEY

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en création d'un lotissement aux Roches de Fontaine ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20/06/2011, modifié le 29/05/2013 ;

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée du document susvisé.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-6 à L.111-10, art. R.111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27.

Zone(s) : 1AU

Servitude(s) : Néant

Droit de préemption : Le terrain est soumis au Droit de Préemption Urbain simple (D.P.U.) au bénéfice de la Commune par délibération du conseil municipal en date du 26/09/2011..

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Desserte de terrain et capacité	Observations
Eau potable	Non desservi	Les équipements publics seront réalisés par la commune dès formalisation du projet
Électricité	Non desservi	Les équipements publics seront réalisés par la ENEDIS dès formalisation du projet
Assainissement	Non desservi	Les équipements publics seront réalisés par la commune dès formalisation du projet
Voirie	Non desservi	Les équipements publics seront réalisés par la commune dès formalisation du projet

Article 4

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe d'Aménagement Communale, taux : 3.50 %
- Taxe d'Aménagement Départementale, taux : 0,90 %
- Taxe Redevance d'archéologie préventive, taux : 0,40 %

Article 5

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable :

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participation pour équipements publics exceptionnels (articles L 332-6-1-2° et L 332-8 du code de l'urbanisme)

Participations exigibles avec procédure de délibération préalable :

- Participation pour le financement de l'assainissement collectif – Délibération du conseil municipal du 15/12/2014

Article 6

Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- Permis de Construire / Permis d'Aménager



Par délégué du Maire,
L'adjoint à l'Urbanisme
Yannick PIQUEE

Fait à VAGNEY, le 10 JAN. 2020

Le Maire,

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.